



ANNUAL MEETINGS

2020 | VIRTUAL

INTERNATIONAL MONETARY FUND
WORLD BANK GROUP

15 octobre 2020

Allocution de M^{me} **KRISTALINA GEORGIEVA**,
Présidente du conseil d'administration et Directrice générale
du Fonds monétaire international,
devant le conseil des gouverneurs du FMI

Un nouveau moment Bretton Woods

Kristalina Georgieva, Directrice Générale du FMI
Washington, le 15 octobre 2020

1. Introduction : fraternité et sororité humaines

Pour commencer, je souhaiterais remercier **M. Ernest Kwamina Addison** pour la justesse de ses propos et pour son excellent travail à la tête du conseil des gouverneurs du FMI.

C'est en réfléchissant à l'évolution dramatique que nous avons connue pendant l'année écoulée que je me suis rendue à Bretton Woods, dans l'État du New Hampshire, où 44 hommes ont signé nos Statuts en 1944. Les fondateurs de nos institutions devaient s'atteler à deux tâches gigantesques : remédier au plus vite aux ravages causés par la guerre *et* jeter les bases d'un monde plus pacifique et plus prospère.

À l'issue de la conférence, **John Maynard Keynes** avait saisi à quel point la coopération internationale pouvait être porteuse d'espoir pour le monde. « Si nous pouvons continuer... la fraternité humaine sera devenue plus qu'une phrase », avait-il dit.

Tandis que nous nous réjouissons d'accueillir notre 190^e pays membre, Andorre, le travail du FMI témoigne des valeurs de coopération et de solidarité sur lesquelles reposent la **fraternité** et la **sororité** humaines.

Aujourd'hui, nous vivons un nouveau « **moment** » Bretton Woods. Une pandémie qui a déjà fait plus d'un million de morts. Un désastre économique qui réduira la taille de l'économie mondiale de 4,4 % cette année et devrait amputer la production de 11 000 milliards de dollars d'ici à l'an prochain. Et un immense désespoir humain face à des bouleversements gigantesques et à l'augmentation de la pauvreté, pour la première fois depuis des décennies.

De nouveau, nous devons nous atteler à deux tâches colossales : combattre la crise aujourd'hui *et* construire un avenir meilleur.

Nous savons ce qu'il nous appartient de faire dans l'immédiat. Seule une victoire contre la pandémie permettra un redressement économique pérenne. Les mesures sanitaires demeurent une priorité : je vous engage vivement à favoriser la production et la distribution de traitements et de vaccins efficaces pour veiller à ce que tous les pays y aient accès.

Je vous engage aussi à continuer d'aider les travailleurs et les entreprises jusqu'à une sortie durable de la crise sanitaire.

À l'échelle mondiale, des mesures budgétaires ont été prises à hauteur de 12 000 milliards de dollars. Les principales banques centrales ont gonflé leurs bilans de 7 500 milliards de dollars. Ces mesures synchronisées ont évité les effets de rétroaction macrofinanciers destructeurs que nous avons observés au cours de crises précédentes.

Cela dit, la quasi-totalité des pays connaissent encore des difficultés, surtout les pays émergents et les pays en développement. Et si le système bancaire mondial a abordé la crise avec des volants élevés de fonds propres et de liquidités, certaines banques sont fragiles dans bon nombre de pays émergents. Nous devons donc prendre des mesures pour éviter l'accumulation de risques financiers à moyen terme.

Nous nous trouvons au début de ce que j'ai appelé une *longue ascension pour l'économie mondiale* : la montée sera rude, accidentée, incertaine — et sujette à des contretemps.

Mais c'est une *progression*. Et nous aurons la possibilité de nous attaquer à certains de nos problèmes persistants : faible productivité, croissance lente, inégalités élevées, crise climatique imminente. Nous pouvons faire mieux que reconstruire le monde d'avant la pandémie : nous pouvons *aller de l'avant* et construire un monde plus résilient, plus durable et plus inclusif.

Nous devons saisir l'occasion que présente ce *nouveau « moment » Bretton Woods*.

2. Trois impératifs pour construire un monde nouveau

Comment nous faut-il procéder ? En respectant trois impératifs.

Premièrement, les bonnes politiques économiques. Ce qui était vrai à Bretton Woods est encore valable aujourd'hui. Des politiques macroéconomiques prudentes et des institutions solides sont indispensables à la croissance, à l'emploi et à l'amélioration du niveau de vie.

Il n'y a pas de panacée : l'action doit être adaptée aux besoins de chaque pays. Il demeure essentiel d'apporter un soutien pendant un certain temps : un retrait prématuré risque de provoquer des dégâts sérieux et injustifiés. L'état d'avancement de la crise déterminera le type de soutien nécessaire, qui sera généralement plus global au début, puis plus ciblé à mesure que les pays commenceront à se redresser.

De solides cadres de politique monétaire, budgétaire et financière à moyen terme, ainsi que des réformes visant à stimuler le commerce, la compétitivité et la productivité peuvent contribuer à créer un climat de confiance propice à l'action, tout en développant une résilience indispensable pour l'avenir.

Il s'agit notamment de bien surveiller les risques que représente une dette publique élevée. Nous nous attendons à ce que les niveaux d'endettement augmentent sensiblement en 2021, pour avoisiner 125 % du PIB dans les pays avancés, 65 % du PIB dans les pays émergents et 50 % du PIB dans les pays à faible revenu.

Le FMI allège la dette de ses pays membres les plus pauvres et, conjointement avec la Banque mondiale, nous souscrivons à une prolongation de l'initiative de suspension du service de la dette par le G20.

En outre, lorsque la dette est insoutenable, elle doit être restructurée sans tarder. Nous devons accroître la **transparence de la dette** et renforcer la **coordination des créanciers**. Je juge

encourageants les entretiens du G20 concernant un *dispositif commun de résolution de la dette souveraine* et notre appel à améliorer l'architecture de la résolution de la dette souveraine, y compris la participation du secteur privé.

Nous sommes aux côtés de nos pays membres, pour les aider à mettre en œuvre leurs politiques.

Des politiques au service des populations : c'est mon deuxième impératif.

De bonnes politiques économiques ne portent pleinement leurs fruits que si nous investissons *davantage* dans les populations. Cela passe par la protection des groupes vulnérables. Cela passe aussi par la valorisation du capital humain et physique, gage de croissance et de résilience.

La COVID-19 a révélé l'importance pour les pays de disposer de systèmes de **santé** solides.

La hausse des inégalités et l'évolution rapide des technologies exigent de disposer de systèmes **d'éducation et de formation** solides, à même d'augmenter les débouchés et de réduire les disparités.

Une accélération des progrès en faveur de l'égalité **femmes-hommes** peut changer la donne au niveau mondial. Dans les pays les plus inégalitaires, combler l'écart entre les hommes et les femmes pourrait faire augmenter le PIB de 35 % en moyenne.

Investir dans notre **jeunesse**, *c'est* investir dans notre avenir. Les jeunes doivent avoir accès à la santé et à l'éducation, et aussi à Internet, parce qu'ils ont *ainsi* accès à l'économie numérique, si importante pour la croissance et le développement à l'avenir.

En faisant en sorte que la population d'Afrique subsaharienne qui a accès à Internet augmente de 10 %, il serait possible de faire augmenter la croissance réelle du PIB par habitant de 4 points de pourcentage.

Le passage au numérique contribue aussi à faire de l'*inclusion financière* un outil puissant de réduction de la pauvreté.

La pandémie nous a non seulement démontré que nous ne pouvions plus nous permettre de négliger certaines précautions sanitaires, mais aussi que nous ne pouvions plus ignorer **le changement climatique** — *mon troisième impératif*.

Nous nous soucions du changement climatique, parce qu'il est *décisif au niveau macroéconomique* : il constitue une grave menace pour la croissance et la prospérité. Il est aussi *décisif pour les populations et pour la planète*.

Les dégâts causés de manière directe par les catastrophes climatiques au cours de la dernière décennie sont chiffrés à environ **1 300 milliards de dollars**. La crise climatique s'annonce tout aussi dévastatrice que la crise sanitaire.

D'après l'une de nos études, nous pouvons viser la fin des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 et créer des millions de nouveaux emplois, à condition d'associer dans des proportions adéquates les investissements verts et l'augmentation des prix du carbone.

Nous avons une chance historique à saisir : celle de construire un monde plus *vert*, mais aussi plus *prospère* et plus *riche en emplois*. Les taux d'intérêt ont atteint des planchers ; il faut en profiter pour faire aujourd'hui des investissements judicieux, qui seront ***quadruplement payants*** demain : ils nous éviteront de futures pertes, stimuleront les gains économiques, sauveront des vies, et bénéficieront à tous sur les plans social et environnemental.

3. Le rôle du FMI

Le FMI travaille sans relâche pour favoriser une reprise durable — *et* un avenir résilient, tandis que les pays s'adaptent aux transformations structurelles causées par le changement climatique, l'accélération du passage au numérique et l'essor de l'économie du savoir.

Depuis le début de la pandémie, nous avons engagé plus de 100 milliards de dollars, et nous disposons encore de ressources considérables grâce à une capacité de prêt de 1 000 milliards de dollars.

Nous continuerons d'accorder une attention particulière aux besoins urgents des pays émergents et des pays à faible revenu, en particulier les pays de petite taille et les pays fragiles, en les aidant à payer les personnels de santé et à protéger les ménages et les secteurs économiques les plus vulnérables.

Les mesures sans précédent que nous avons prises n'auraient pas été possibles sans les généreuses contributions de nos pays membres. Le doublement des nouveaux accords d'emprunt et une nouvelle série d'accords d'emprunts bilatéraux préservent notre capacité de prêt. Les pays membres ont aussi apporté des contributions essentielles à notre fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes et à notre fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

Cela nous a permis d'aider nos pays membres à faible revenu en allégeant leur dette et de tripler nos prêts concessionnels. Nous dialoguons avec nos pays membres en vue d'accroître encore notre capacité d'octroyer des prêts concessionnels, d'adapter nos mécanismes de prêt et de renforcer notre appui au développement de leurs capacités.

Les services du FMI, qui travaillent nuit et jour, accomplissent un travail formidable durant cette crise. Je tiens à les remercier du fond du cœur, ainsi que mon équipe de direction.

J'aimerais également saluer nos administrateurs, qui ont travaillé constamment à nos côtés au cours des six derniers mois.

4. Conclusion : une occasion à saisir

La meilleure manière d'honorer la mémoire de tous ceux qui ont perdu la vie au cours de cette crise est, pour reprendre les mots de M. **Keynes**, de construire « *quelque chose de plus grand* » : un monde plus durable et plus équitable.

Les fondateurs de nos institutions l'ont fait. C'est maintenant à notre tour. Le moment est venu !

J'ai maintenant le plaisir de vous présenter un partenaire privilégié du FMI, mon ami David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale.